

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	18 »
Étranger.....	80 »	42 »	22 »

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :
ANDRÉ ZUCCH.

INSERTIONS :

Annonces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
Annonces 2 ^{de} page.....	2 »
Insertions, corps du journal.....	15 »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à RENNE, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et Co, à Vienne, I. Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

En prévision des événements militaires nous avons fait paraître la « Turquie » en seconde édition du soir. Nous avons pris également toutes les mesures pour fournir journellement à nos lecteurs des nouvelles fraîches et intéressantes du théâtre de la guerre. La défense qui a été faite aux journaux de donner des nouvelles (en dehors des officelles) relatives aux opérations militaires, rend par le fait sans objet notre édition du soir que nous supprimons par conséquent à partir de ce jour.

Les abonnés à l'édition du soir sont priés d'envoyer toucher à la caisse du journal le solde de l'abonnement qui leur revient.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

(Agence Bordeano et Co.)

Autriche-Hongrie.

Vienne, 9 juin 10 h. soir.
Obligations Rouméliennes... fl. 12.50
Pièce de 20 francs..... » 10.05
Agi..... » 111.25
Change sur Londres..... » 125.35
A la bourse les tendances sont bonnes.
Une cargaison d'armes destinées au Monténégro a été saisie en Dalmatie.

Pesth, 9 juin.

A la Chambre plusieurs interpellations importantes ont été faites sur les affaires d'Orient et la politique austro-hongroise dans ses rapports avec les belligérants.

France

Paris, 9 juin.
5% ottoman..... fr. 8.97
Obligations Rouméliennes... » 24.
Cours soutenus.

Roumanie.

Bucharest, 9 juin.
L'état de siège a été proclamé pour motif de manque d'approvisionnement.

NOUVELLES DE LA GUERRE.

(Télégrammes officiels).

(Extraits du Djéridi-Askeri.)

Dépêche télégraphique adressée à S. E. le ministre de la guerre par S. E. Mehmed Ali pacha, commandant la division de Novi-Bazar, datée de Béranie le 26 mai (7 juin).

Ayant jugé qu'il était nécessaire pour nous d'occuper la grande colline qui se trouve au devant de notre aile droite, position très importante pour la réussite d'une attaque générale, nous avons commencé, hier mercredi, une attaque en règle contre cette position.

Les Monténégrins qui occupaient cette haute colline ont riposté à notre attaque, mais ils ont été forcés d'abandonner leurs retranchements par une fusillade désordonnée et après avoir subi de grandes pertes.

Nos troupes ont poursuivi les rebelles fuyards jusqu'à une heure de distance. J'ai le plaisir de vous informer que le pont, dont la construction était en cours sur la rivière de Lim, vient d'être achevé.

Aujourd'hui jeudi, deux colonnes d'attaque, placées sous le commandement des généraux de brigade Salih pacha et Ibrahim pacha, ont commencé l'attaque des hauteurs environnant le village d'Andréawitch, chef-lieu du district de la Haute-Souzouk.

Le lieutenant-colonel Hadji Mehmed bey, qui se trouvait à notre droite au-delà d'Andréawitch, avec un bataillon de troupes régulières et un millier de volontaires, s'est mis en mouvement pour opérer sa jonction avec la colonne d'Ibrahim pacha.

D'un autre côté, le miri-miran Ali pacha, qui opérait son mouvement offensif du côté de Gouspina, avec un bataillon de troupes régulières et deux mille volontaires, a attaqué Andréawitch du côté gauche, de manière que l'ennemi s'est trouvé pris entre trois feux.

Jusqu'à neuf heures à la turque un combat acharné s'est livré sur les sommets élevés et les pentes abruptes de la montagne.

Malgré leur résistance désespérée, les Monténégrins ont été mis en déroute complète et bientôt Andréawitch tombait entre nos mains pendant que nos étendards couronnaient toutes les hauteurs et les positions précédemment occupées par l'ennemi.

Dés que j'aurai pu prendre les renseignements voulus sur l'état de nos pertes, tant en morts qu'en blessés, je m'empresse de vous les communiquer.

Je prends la liberté de vous adresser mes félicitations sur cette brillante victoire que nous devons à la faveur divine dont est l'objet notre Auguste Souverain, victoire à la suite de laquelle le district d'Asswick est entièrement en notre pouvoir.

Andréawitch, le 26 mai (7 juin) 1877.

MEHMEH ALI.

Général de division.

Dépêche télégraphique adressée à S. E. le ministre de la guerre par S. E. Mehmed Ali pacha, commandant le corps expéditionnaire de Novi-Bazar.

La chaîne de collines élevées occupées par nos forces et qui se trouvent au dessus du

bourg d'Andréawitch, se prolonge jusqu'aux hautes montagnes, bien connues sous le nom de Koum-Daghi par l'abondance des neiges et des fondrières qui en rendent l'accès infranchissable.

Entre les positions occupées par l'aile gauche de notre corps et les dites Koum-Daghi, il existe une large et profonde vallée. De cette situation, il résulte que les communications entre les localités insurgées que nous avions laissées derrière nous et le territoire monténégrin se sont trouvées absolument coupées. Par conséquent les habitants des villages rebelles de Chekewlek, Routhed, Galodro, Vadera, Olidjé et Ademowbenk — situés à une heure et demie de la rive gauche de la rivière de Lim, effrayés par les brillants avantages remportés par les troupes impériales, ont imploré la miséricorde et le pardon du Souverain.

A cet effet, ils ont délégué les moulkars des susdits villages pour offrir leur soumission, qui a été acceptée contre la remise des armes et des munitions qui leur avaient été données par les Monténégrins.

Aujourd'hui nous avons achevé d'occuper tous les villages monténégrins compris dans le périmètre de nos positions de droite, de gauche et du centre.

Demain samedi, de nouvelles dispositions seront prises sur notre front d'attaque; notre aile gauche, s'appuyant au Koum-Daghi et celle de droite aux montagnes connues de Pihor, se mettront en mouvement pour s'emparer des hauteurs qui se trouvent à une heure de distance et sur le versant des montagnes susmentionnées, afin de pouvoir établir notre camp dans une localité distante environ de deux heures de Pristina.

Que Dieu bénisse nos efforts!
Andréawitch, 27 mai (8 juin) 1877.

MEHMEH ALI.

Général de division.

Dépêche télégraphique adressée à S. E. le ministre de la guerre par S. E. Mehmed Ali pacha, commandant la division de Novi-Bazar, datée de Béranie le 26 mai (7 juin).

Trois des villages insurgés des localités situées à l'aile gauche de nos troupes avancées jusqu'en face de la rivière de Lim ont fait leur soumission.

Le butin fait par nos soldats dans le combat d'avant-hier consiste en une centaine de carabines rayées et un grand nombre de chevaux, de bestiaux, de munitions et d'effets divers.

En outre, les villages insurgés de Niska, Térijdj, Lutta, Tchiboudjé, ainsi que les villages monténégrins de Térijdj (autre) Tchow-Tchow, Alladé, Possowiwitch ont été emportés par nos troupes et restent en notre possession.

Dépêche télégraphique adressée à S. E. le ministre de la guerre par S. E. Mehmed Ali pacha, commandant la division de Novi-Bazar, datée de Béranie le 26 mai (7 juin).

Ali pacha, général de brigade, commandant de Podgoritz, m'a avisé par le télégraphe que les monténégrins, dans le but d'attaquer le bourg de Podgoritz, ont coupé notre ligne de retraite, ont fait un mouvement offensif et sont descendus jusque dans la plaine de Médon.

Dans le combat qui s'est engagé alors entre eux et mes troupes régulières et auxiliaires et qui dura trois heures, les rebelles ont dû se replier en désordre totalement défait.

Le monitor Fethi-ul-Islam et le vapeur Kildj-Adi, qui opèrent dans le Danube, et qui, par suite des torpilles, ne pouvaient remonter le fleuve et avaient été forcés de rester à quatre lieues en aval de Hirsova, ont pu, hier matin, se dégager et arriver sans encombre à Boghaz-keui (Tchernawoda), tête du chemin de fer de Kustendjé.

Le 27 mai (8 juin) 1877.

Le mutessarif de Toulitcha,

MEHMEH SAID.

Ali Saib pacha au ministre de la guerre.

Spoutz, le 10 juin 1877.

Ce soir, vers 11 h., les Monténégrins ayant commencé à canonner Spoutz, nos batteries du fort et des forts ont riposté et ce combat d'artillerie a duré jusqu'à 12 h., sans aucune perte de notre côté.

Le général de brigade Ali pacha me télégraphie de Podgoritz qu'hier, vers 9 heures, les Monténégrins ont attaqué le village Dinocha, situé entre la ville de Podgoritz et Hélim, échelle de Podgoritz. Les troupes régulières et auxiliaires expédiées au-devant de l'ennemi ont forcé les Monténégrins, après un combat violent, à se retirer en grand désordre après avoir subi beaucoup de pertes.

Dans ce combat nos troupes ont pris à l'ennemi quatre caisses de munitions de guerre.

Le vice-amiral Mustapha pacha, commandant maritime de Souline, au ministre de la marine.

10 juin 1877.

Cette nuit, pendant que le bateau Kartal et des embarcations montaient la garde devant Souline, autour de nos navires, cinq torpilles, d'une vitesse extraordinaire, couverts et ne dépassant pas le niveau de l'eau, ont fait leur apparition, venant de la côte de Kilia.

Le cuirassé Djilali, qui était ancré en avant, a fait feu et deux de ces torpilles ont coulé. Les autres navires ont aussi commencé à tirer. Sur ces entre faites trois torpilles ont fait explosion autour de l'Alfahli, mais heureusement elles ne lui ont causé aucun mal. Nous avons capturé les capitaines et quatre marins des équipages des steamboats coulés. Les autres torpilles ont disparu. Je vous soumettrai les détails de cet événement et le résultat des interrogatoires auxquels nos prisonniers ont été soumis.

Il résulte d'un télégramme d'Ahmed Moukhar pacha, adressé au Sérasker à la date du 29 mai (10 juin), qu'une colonne ennemie qui avait pris ses positions entre Kars et Erzeroum avec l'intention de marcher sur cette dernière place a quitté hier ses positions se dirigeant de l'autre côté de Kars, c'est-à-dire vers Anali.

Pendant que l'ennemi exécutait ce mouvement, des troupes d'infanterie avec de l'artillerie sont sorties de Kars pour canonner la colonne russe.

Hier, jusqu'à 9 heures et demie du soir, le Sérasker n'avait reçu aucun autre avis des corps d'Anatolie et de Roumélie.

(Djéridi-Askeri.)

NOUVELLES DU JOUR.

Le Grand Vézir, le ministre de la guerre et le ministre de la marine ont eu, hier, une conférence avec S. M. le Sultan. Ensuite le Grand-Vézir, laissant les deux ministres au Palais, s'est rendu à la Sublime Porte.

Le grand maître de l'artillerie, Mahmoud pacha, est parti hier par le chemin de fer pour Tchataldja, afin d'inspecter les fortifications en voie d'exécution entre Tchataldja et Derkos.

Le journal l'Estafette de Paris publie le prétendu télégramme suivant : Constantinople, 25 mai, 10 h. 20.

« L'agitation des sofas qui s'est produite hier n'est pas encore calmée. On parle toujours de modifications ministérielles. On dit qu'il ne serait pas impossible que Khalil pacha, notre ambassadeur à Paris, soit nommé Grand-Vézir.

Khalil pacha a, comme vous le savez, toute la confiance du Sultan. Il correspond directement avec lui, avec un chiffre; et ce fait, qui vient, dit-on, d'être révélé au Grand-Vézir, a vivement indisposé ce dernier.

On s'attend d'un moment à l'autre à ce qu'il donne sa démission. »

Renseignements pris, ce télégramme n'a pas passé par les bureaux télégraphiques de Constantinople. C'est donc une fabrication du journal qui l'a publié.

Les bruits, entièrement dénués de fondement, qu'on a mis en circulation dans le but probable d'être agréable à l'ambassadeur à Paris de S. M. I. le Sultan, loin d'atteindre le but que s'est proposé l'auteur, sont, au contraire, de nature à nuire à Khalil Chérif pacha qui a dû être froissé par cette réclame d'un ami compromettant.

Le Daily Telegraph de Londres, appréciant l'éventualité d'une victoire des Russes en Asie, émet des observations que nous résumons ainsi qu'il suit :

« Si Erzeroum et Kars tombaient en leur pouvoir et s'ils avaient gardé ces forteresses ce ne serait pas une défaite ou une humiliation pour la Turquie, mais pour la Grande-Bretagne. L'Inde, l'Asie centrale et l'Afghanistan envisageraient cette éventualité comme une véritable abdication de l'influence anglaise en Orient.

Géographiquement, l'Asie Mineure et la Syrie seraient à la merci des progrès ultérieurs de la Russie, parce que le vilayet d'Erzeroum domine la Mésopotamie et ouvre une route facile, dès que l'occasion se présente, à une marche vers la Méditerranée et le Golfe Persique. Certes, la Russie est habile à tromper l'Europe et à prendre tout ce qu'elle peut, puisque on ne peut s'attendre à une moralité supérieure de la part d'un gouvernement qui n'est civilisé qu'à moitié. Mais c'est un malheur qu'un tel exemple, d'une soi-disant morale, et d'une tromperie évidente, soit interprété par des sentimentalistes crédules, comme une défense des chrétiens.

Si la Russie pouvait jamais s'installer dans ces contrées, elle n'attendrait pas longtemps pour ouvrir une route vers Constantinople. La mer Noire deviendrait pour elle ce qu'est à présent la mer Caspienne. Elle chercherait bientôt une querelle qui mènerait ses cosaques vers l'Egypte.

Nos agitateurs politiques apprennent maintenant ce que c'est de se servir du jeu d'une puissance étrangère pour la cause des partis intérieurs et de confier à une cour étrangère la protection des intérêts anglais.

Si nous permettons la moindre annexion russe dans les régions arméniennes, nous achètons une paix humiliante au prix d'une guerre future pour notre existence comme puissance Asiatique. »

Après-demain, mercredi, 13 du courant, à l'occasion de la fête de St-Antoine, une messe à plusieurs voix et instruments sera chantée à l'église de St-Antoine à 10 heures du matin. Cette œuvre est due au Rév. Père Caratelli, supérieur de l'église et compositeur distingué. A la fin du service religieux, l'antienne ergo, expressément écrit par le maestro Pisan, sera chantée par son fils, M. Edouard Pisan.

On télégraphie d'Andrinople que l'on vient de commencer les travaux de terrassement d'une grande redoute à Arnautkeuy, aux environs d'Andrinople.

Le Maritsa, journal qui paraît à Andrinople, croit savoir que la Sublime Porte a donné l'ordre aux autorités de Sofia de proclamer l'état de siège dans cette ville.

ACTES OFFICIELS.

Nominations.—Promotions.

Pré ordonnance impériale : Ali Kémal pacha, mutessarif de Bayazid, est nommé président de l'administration militaire (Idarî-Askeriye), nouvellement formée à Erzeroum.

Said pacha, ex-mutessarif de Toulitcha, est nommé, en la même qualité, à Tirnovu; Fahri bey, ex-mutessarif de Tirnovu, est nommé, en la même qualité, à Toulitcha.

Lettre pastorale

Adressée par l'archevêque bulgare de Roustchouk, Mgr Grégoire, au clergé et aux ouailles de son diocèse.

Le Dieu de bonté, qui dirige le sort des peuples et des royaumes, a élevé la gloire et la puissance de l'empire ottoman par une existence de plusieurs siècles pour le bonheur, le repos et le progrès des peuples qui se trouvent sous son ombre bienfaisante.

Mais pour connaître la profondeur et la force de notre dévouement envers lui, le Dieu de miséricorde envoie fréquemment des épreuves à ses élus. Ce n'est pas la première fois que l'empire ottoman a été exposé à de telles épreuves; mais l'empire en est toujours sorti avec dignité, plein de nouvelles forces pour sa perfection, sa gloire et son élévation.

Au moment où S. M. I. le Sultan Abd-ul-Hamid Khan, notre glorieux Souverain et père (que Dieu lui accorde longue vie et qu'il rende son empire puissant) fait tous ses efforts pour consolider les principes d'égalité, d'amour fraternel, le repos, le bonheur et le progrès de ses sujets, sans distinction de religion ni de race, l'empire est menacé par un ennemi, qui, sous des prétextes en apparence généraux, veut mettre obstacle à ces efforts magnanimes et nobles, les anéantir et atteindre ainsi à ses fins destructives contre l'empire ottoman et contre ses peuples.

Mais aujourd'hui, comme toujours, Dieu ne permettra pas que la justice soit foulée aux pieds et que des tentatives injustes triomphent. Le gouvernement de S. M. I. le Sultan sortira de cette épreuve difficile avec une force plus grande, pour la gloire de l'Empire ottoman et pour le bonheur et la joie de ses peuples. Pour arriver à ce résultat nous devons tous entourer le trône de Sa Majesté Impériale, animés de fidélité et de dévouement et décidés à n'épargner aucun sacrifice.

Le peuple bulgare a tout particulièrement ce saint devoir; dans leur équité et leur bienveillance, les Empereurs ottomans ont toujours satisfait à ses justes exigences.

Nous vous invitons donc, chers enfants en Jésus-Christ, à faire preuve de l'amour, de la fidélité et du dévouement dont vous êtes animés envers notre Souverain. Et d'abord, en votre qualité de chrétiens et d'enfants dociles de l'Eglise orthodoxe, vous devez adresser de ferventes prières au Dieu de bonté, afin qu'il accorde la santé et une longue vie à S. M. I. le Sultan Abd-ul-Hamid-Khan; nous vous invitons encore à prier dans vos maisons et dans les églises afin que Dieu accorde la force et la victoire aux héroïques et glorieux soldats ottomans et afin que, après avoir rendu vaines les tentatives de l'ennemi, les armes ottomanes établissent le repos et la tranquillité sur des fondements solides.

Comme les ennemis de l'empire et des peuples qui l'habitent ne négligeront aucun moyen pour faire naître le trouble dans l'esprit des Bulgares, pour susciter des discordes et de la froideur entre nous et nos compatriotes musulmans, pour ébranler ainsi la bienveillance impériale envers nous, nous vous invitons instamment à repousser les insinuations des méchants et à ne pas prêter l'oreille à leurs conseils flatteurs et pervers. Repoussez également tous les bruits qui sont répandus dans le but de vous inspirer la crainte devant les événements imminents et l'incertitude dans la parfaite sécurité dont vous jouissez. Ayez pleine confiance dans le gouvernement, qui n'a jamais refusé et ne refusera jamais, malgré la gravité des circonstances, de prendre les mesures les plus sévères pour la conservation de votre vie, de vos biens et de votre honneur.

Aimez-vous les uns les autres, vivez en paix et en harmonie avec vos voisins musulmans, qui sont nos frères, fils d'une même patrie. Sujets fidèles du Sultan, zélés pour la gloire et la tranquillité de notre patrie commune, n'épargnez aucun sacrifice pour conserver cette gloire et cette tranquillité. En accomplissant toutes ces recommandations nous nous rendrons dignes de la Patrie et de l'Empire et nous donnerons au gouvernement Impérial la possibilité de triompher avec honneur et gloire des circonstances graves et de consolider pour toujours dans toute l'étendue de l'Empire la paix et la tranquillité, si indispensables pour le progrès et le bonheur des peuples.

Que Dieu exauce nos prières et conserve le Sultan et Son Empire.

SOCIÉTÉ OTTOMANE

DE

SECOURS AUX BLESSÉS MILITAIRES

CONSTITUÉE

D'APRÈS LA CONVENTION DE GENÈVE

Il est porté à la connaissance du public que le comité Central Ottoman de secours aux blessés militaires, est le seul à Constantinople basé sur l'esprit de la Convention de Genève et le seul autorisé par l'Etat Impérial.

Les offrandes faites soit en argent soit en nature, par les généreux donateurs, doivent être envoyées les premières à la Banque Impériale Ottomane et les seconds au dit Comité, dont le siège est à l'office sanitaire à Galata.

REVUE SCIENTIFIQUE.

Sommaire du numéro 48 (26 mai 1877.)

La civilisation primitive, d'après M. Ed.-B. TYLOR. — Les écoles musicales, par M. P. BLASERNA. — Congrès international de botanique et d'horticulture, à Amsterdam. — L'état sanitaire normal de l'armée russe. — Académie des sciences de Paris. — Bibliographie scientifique. — Chronique scientifique.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Sommaire du numéro 48 (26 mai 1877.)

Le grand parti conservateur, par M. E. DE PRESSENS, ancien député. — La langue et la littérature sacrées, par M. ABEL BERGAINE. — La France politique et sociale, l'Avenir, par M. AUGUSTE LAUGEL. — Le Salon de 1877. La sculpture, par M. CHARLES BIGOT. — Causerie littéraire. — La semaine politique. — Bulletin.

Les nouvelles suivantes ont été publiées samedi dans notre édition du soir :

Hier, M. Lavard, ambassadeur d'Angleterre, a offert, dans le palais d'été de l'ambassade, un déjeuner au président de la Chambre, Ahmed Vefik pacha et à plusieurs députés grecs, musulmans, arméniens et israélites.

Les invités de l'ambassadeur se sont rendus à Thérapié à bord du stationnaire anglais que Son Excellence avait mis à leur disposition.

On écrit de Bosnie que les retours dans leurs foyers des habitants réfugiés en Serbie, retour qui avait commencé à se produire sur une grande échelle, a considérablement diminué ces jours derniers en présence des nouveaux préparatifs de guerre de la principauté.

D'après un télégramme du caïmakam de Bilek, les Monténégrins retirent les pièces de position dont ils avaient armé leurs retranchements d'Akova aux alentours de Niksch et les dirigent en toute hâte du côté de Douga.

On écrit des Dardanelles, 6 juin au Courrier d'Orient :

Le nombre des mustahafs embarqués ici jusqu'à présent, pour la capitale, s'élève à 1,500; pour arriver à 3,200, chiffre du contingent de ce sanjak, il y en a encore à embarquer 1,700 dont une partie est déjà arrivée de l'intérieur; on attend le reste pour les faire partir tous à la fois.

Depuis quatre jours, le drapeau d'appel des volontaires a été de nouveau planté sur la place de la mosquée ou le tambour bat à tout moment. Bien des jeunes gens non musulmans viennent s'enrôler.

Il y avait longtemps que l'on n'entendait parler de vols commis à Cadikéy. Les habitants de cette localité s'abandonnaient à une quiétude parfaite lorsqu'une série de vols est venue leur causer des craintes sérieuses. Dans le court espace de trois jours quatre vols ont eu lieu, tous de nuit, la plupart avec escalade et effraction. Les maisons visitées par les voleurs sont celles de MM. L., M., C., L., Circonstance étrange. Non-seulement les raplés de l'endroit ne sont jamais parvenus à arrêter les coupables, mais ils ne prennent l'éveil qu'après que les victimes sont allées faire leur dépôt à la police. Il y a, d'ailleurs, absence complète de patrouilles pendant la nuit. Faut-il attribuer cette anomalie au manque d'hommes dans le service de la gendarmerie? Il y aurait un moyen très simple de parer à cet inconvénient. Ce serait de charger les capass de la municipalité de Cadikéy de faire la police conjointement avec les raplés. Cette municipalité possède un nombreux personnel de capass dont on pourrait ainsi occuper très utilement les loisirs.

Le Parlement.

La Chambre des députés s'est réunie aujourd'hui, à 4 heures à la turque, en séance publique, sous la présidence d'Ahmed Vefik pacha.

Après la lecture du procès-verbal qui a été adopté avec de légères rectifications, Siméonaki effendi, député de Konieh, monte à la tribune et lit un discours relatif à l'emprunt intérieur forcé de 5,000,000 L.T.

Siméonaki effendi n'est pas favorable à l'emprunt dont le placement est basé principalement sur l'augmentation de l'impôt de vergi. Il ne peut nier la nécessité qu'il y a de trouver d'urgence la somme demandée par le gouvernement pour les besoins de la guerre. Il veut seulement que les mesures qui seront prises pour atteindre le but désiré soient de nature à donner le bon résultat.

La situation des provinces n'est pas très-satisfaisante pour pouvoir supporter de nouvelles charges. Comme preuve, Siméonaki effendi ne parlera que du vilayet de Konieh. La famine, l'épidémie, la non-réussite des récoltes et tant d'autres maux qui ont pesé sur cette province l'ont appauvri. Les vilayets d'Angora et de Castambol se trouvent dans la même situation.

L'orateur en conclut que dans ces conditions l'emprunt projeté, s'il est basé sur le vergi, ne pourra pas être entièrement couvert. Il propose un autre mode de répartition, le suivant : que les titres de l'emprunt soient répartis, sans égard à la somme du vergi payé par les contribuables entre tous les sujets jouissant d'une certaine aisance. Le minimum de l'imposition sera de 5 livres. Tous les fonctionnaires, à commencer par les ministres qui prendront des titres de 50 à 200 livres, y participeront.

De cette manière, pense Siméonaki, effendi, la population ne sera pas gênée et le gouvernement aura les fonds voulus.

Le député de Konieh attire ensuite l'attention de la Chambre sur un projet présenté par M. Castro, lequel promet des revenus inespérés à l'Etat. L'auteur du projet, pour divulguer son secret, demande préalablement que le gouvernement lui assure par contrat une commission de tant pour cent sur les revenus qu'il fera rentrer dans le Trésor. Cette proposition, dit Siméonaki effendi, examinée par le Conseil d'Etat, a été rejetée comme ne méritant pas d'être prise en considération, attendu qu'elle n'indiquait pas la source de ces revenus. Siméonaki effendi est d'avis que le gouvernement ne devrait pas dans les circonstances actuelles, repousser des propositions de la nature de celle de M. Castro et propose que la Chambre demande des explications.

Soulides effendi appuie le député de Konieh en ce qui concerne sa proposition au sujet du projet Castro. Il connaît M. Castro. C'est un homme sérieux et son projet mériterait l'attention du gouvernement.

Yénicheherli zâde trouve la discussion inopportune. Il fait ressortir la nécessité de l'emprunt projeté et la possibilité de le couvrir. Il demande que l'on procède à la lecture du projet de loi que le gouvernement a élaboré au sujet de cet emprunt.

Manuk effendi, d'Alep, se range à l'avis de Yénicheherli zâde; dit que la commission qui a été chargée de l'examen de cette question a déjà pris une décision. Quant au projet Castro, Manuk effendi dit que le gouvernement a bien fait de rejeter de pareilles propositions qui ne peuvent point être sérieuses d'autant plus que l'auteur du projet s'abstient de donner la moindre indication sur les sources des millions qu'il promet au gouvernement.

L'Etat, dans le mois de septembre de chaque année.

Les versements seront effectués en caisses dans les provinces où le caime a cours légal et, en d'autres monnaies, dans les provinces où le papier-monnaie ne circule pas.

Tel est, en résumé, le projet de loi. Dans le cours de la lecture, Yénichéherli-Zadé a proposé au lieu de 10 pour cent, un intérêt de 6 pour cent en alléguant des raisons patriotiques.

Sa proposition a été combattue par Manuk effendi et Sebouh effendi. Le président est du même avis en disant qu'il ne s'agit pas d'un *lané*, mais d'un emprunt, d'une affaire commerciale.

Quelques autres articles du projet ont soulevé également des observations, mais la Chambre s'est réservée de discuter ces objections à la seconde lecture du projet de loi qui est entièrement adopté en première lecture. Le secrétaire de la présidence donne ensuite lecture d'une demande soumise par les députés du vilayet de Bosnie. Vu la situation actuelle et les événements dont cette contrée a été et continue à être le théâtre, les députés bosniaques demandent que la Bosnie soit exemptée du *verghi* pour l'année 1292, qu'elle ne soit pas soumise pour cette année à la taxe des moutons et qu'elle ne contribue pas à l'emprunt forcé.

Cette demande a été renvoyée aux sections.

La Chambre entend ensuite la lecture d'un projet de réformes spéciales pour le vilayet de Bagdad, projet signé par les députés de cette province et de Basorah. Pendant la lecture de ce projet, Pétraki effendi, député de Roustchouk, demande la parole et lit un long discours par lequel il cherche à prouver l'impossibilité pour les habitants du vilayet du Danube de supporter la charge d'un emprunt forcé, attendu que les ressources de cette province se trouvent être épuisées par les événements actuels.

Ahmed effendi, kéhaya des astardjis de Stamboul, et Hazazé effendi d'Ezeroum interrompent l'orateur pour dire que la question est résolue en principe.

La Chambre approuve à l'unanimité les observations de ces députés et le président lève la séance.

MOSTAR.

L'*Ausland* donne sur l'origine de Mostar, la capitale de l'Herzégovine, les renseignements qui suivent :

Mostar, la capitale de l'Herzégovine, est-elle une ville très-ancienne ? Et dans ce cas, quel est son nom antique ? Deux questions qui ne sont pas encore résolues. *Andrium* et *Bistua*, avec lesquelles on l'a identifiée, se trouvaient évidemment beaucoup plus à l'Ouest. On a cherché à dériver le nom de Mostar de deux mots slaves signifiant *vieux pont*, et ceux qui prouvent cette étymologie, grammaticalement fautive, prennent le fameux pont de la Narenta pour un ouvrage romain.

Ce pont, le centre et la gloire de Mostar, traverse le fleuve d'une seule arche : sa hauteur au-dessus des eaux est de 19 mètres, sa largeur de 4 m. 55, la portée de l'arche de 27 m. 34. C'est une œuvre d'un seul jet, et même ce qu'on peut voir des fondations ne porte aucune trace de construction antérieure. Ni dans le pont ni autour du pont on ne rencontre le plus petit indice romain, débris, sculptures, inscriptions. Les seuls signes visibles qu'on y trouve, sur deux pierres des piliers très voisines du niveau de la Narenta, sont évidemment du turc, d'ailleurs peu lisibles. Une date en chiffres arabes semble indiquer le dernier quart du quinzième siècle (neuvième de l'hégire), époque à laquelle l'Herzégovine fut conquise pour le sultan Bajazet II par le beglerbe de Bosnie, Moustapha Djourevitch (1483).

Avant la dernière insurrection, Mostar comptait probablement 2,200 familles musulmanes, 500 familles catholiques grecques orthodoxes, 400 familles catholiques, 100 familles bohémiques, 20 familles juives, soit, en tout, 44,000 à 45,000 habitants. C'est le siège d'un montassar ou gouverneur, la résidence d'un général de division, d'un évêque grec, d'un évêque catholique. Elle a trente mosquées, deux écoles grecques, une école catholique. Elle fait un commerce actif avec le reste de l'Herzégovine et avec la Dalmatie. Presque toutes ses maisons sont d'un style lourd, massives, avec des toits faits de dalles en pierre ; un tout petit nombre a plus d'un étage. Architecturalement parlant, c'est une ville des plus banales.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 40.—
En ce moment..... » 9.34
Obligations Rouméliennes..... fr 24.75
Papier-monnaie—L. T. 100 P. 180.45

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

44 Juin 1877
Lever du soleil..... 4 h. 28 m.
Coucher..... 7 » 30
Temps moyen à midi apparent..... 44 » 59 21
H à la turque à midi moyen..... 4 » 23
8 heures du matin.
Baromètre..... 763.8
Thermomètre..... 20.4
Minima..... 17.9
Maxima de la veille..... 27.0
Direction et force du vent NNE. modéré.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

FRANCE.

VISITE DU MARÉCHAL A L'EXPOSITION UNIVERSELLE.

Le maréchal président de la République s'est rendu le 26 mai au Trocadéro et au Champ de Mars pour visiter les travaux de l'Exposition universelle de 1878. M. Krantz, commissaire général, avait été invité à accompagner le maréchal, ainsi qu'il résulte de la lettre suivante que lui avait adressée M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce :

Monsieur le commissaire général,
M. le maréchal président de la République ira visiter demain les travaux de l'Exposition. Il a pensé que cette visite, qu'il voulait faire depuis longtemps, ne pouvait être ajournée davantage ; car il est devenu nécessaire de rassurer les grands intérêts du travail et de la paix contre les intrigues de ceux qui s'efforcent de compromettre l'œuvre de l'Exposition au profit de leurs passions politiques.

M. le président de la République arrivera à trois heures sur le quai, à l'entrée des travaux du Trocadéro ; je vous prie de vous y trouver pour le recevoir et l'accompagner. Vous voudrez bien aussi convoquer autour de vous le personnel placé sous vos ordres.

Agréez, etc.
Le ministre de l'Agriculture et du Commerce,
C. DE MEAUX.

Voici en quels termes le *Journal officiel* rend compte de cette visite :

Le président de la République est allé visiter aujourd'hui les travaux de l'Exposition universelle. Il était accompagné du ministre de l'Agriculture et du Commerce, du général marquis d'Abzac, son aide de camp, du général gouverneur de Paris, du préfet de la Seine et du préfet de police.

Le maréchal a été reçu par M. Krantz, commissaire général de l'Exposition, qui lui a présenté le personnel placé sous ses ordres. Dans une courte allocution, le maréchal dit qu'il était venu pour mettre un terme aux inquiétudes qu'on essaye de répandre par calcul politique contre une entreprise nationale. Il a ajouté que l'Exposition ne serait ni retardée ni troublée. Ce qu'il a voulu, ce qu'il veut fermement, c'est assurer la sécurité du travail, qui seule peut faire réussir cette grande entreprise.

Le maréchal a été chaleureusement accueilli par la foule qui se pressait aux abords du Champ de Mars.

(L'analyse des paroles prononcées par le maréchal de Mac Mahon a été transmise sous forme télégraphique au ministre de l'Intérieur aux préfets ; les préfets maritimes et sous-préfets ; elle a été communiquée aux journaux de province, dont quelques-uns nous l'apportent déjà ce matin.)

M. Krantz a reçu le maréchal et lui a expliqué sur place les diverses installations dont les travaux se poursuivent, en mettant sous les yeux du président de la République les plans de détail et les plans en relief des principales dispositions des deux palais. Tous les chefs de service placés sous la direction de M. le commissaire général étaient d'ailleurs présents afin de pouvoir, le cas échéant, fournir des éclaircissements sur les diverses spécialités qui leur sont confiées.

Après avoir parcouru les hauteurs du Trocadéro, les grandes galeries elliptiques, le maréchal s'est rendu compte de la distribution des travaux du Champ de Mars et du mode de groupement des produits exposés.

Arrivé au vestibule qui fera face de l'Ecole militaire, le maréchal a pris congé de M. Krantz, en lui témoignant sa satisfaction pour l'activité imprimée

aux travaux et après avoir acquis l'assurance que l'on sera parfaitement en mesure d'ouvrir, à l'époque fixée, c'est-à-dire au 1^{er} mai 1878.

A cet égard, le maréchal a particulièrement insisté sur la nécessité de ne pas différer l'ouverture attendue.

Ainsi tombent les bruits alarmants qu'on répandait depuis quelques jours sur l'ajournement de l'Exposition et la révocation de M. Krantz.

La lettre suivante, adressée au directeur du *Daily Telegraph* et que reproduit le *Gaulois*, met du reste fin à tous ces racontars intéressés.

Paris, le 25 mai.

Monsieur,
Ainsi que vous avez pu vous en assurer par vous-même en accompagnant aujourd'hui M. le maréchal président de la République pendant sa visite sur les chantiers du Champ de Mars et du Trocadéro, les travaux préparatoires de l'Exposition universelle de 1878 sont dans un état d'avancement qui assure que tout sera prêt à la date fixée.

Des bruits malencontreux ont couru pendant ces derniers jours sur la grande entreprise internationale pour laquelle vous m'avez maintes fois témoigné votre intérêt. J'ose compter sur vous pour démentir, comme je suis autorisé à le faire, la nouvelle de la retraite de M. le sénateur Krantz et de la remise de l'Exposition.

Veillez agréer, monsieur, les assurances de ma haute considération.

Le directeur des sections étrangères au ministère du Commerce,
G. BERGER.

Ajoutons, pour compléter ce compte rendu, un détail qui a son intérêt ; le maréchal a exprimé l'idée que les grandes galeries métalliques rectangulaires pourraient être utilement conservées et servir de dépôt pour le matériel de l'armée de Paris, sans cependant empêcher les manœuvres dans le Champ de Mars.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A COMPAGNE.

Le maréchal-président de la République s'est rendu le 26 à dix heures et demie à Compiegne au milieu d'une affluente considérable.

Le maréchal s'est rendu à la sous-préfecture, où il a déjeuné. Il est allé ensuite au concours régional et de là à l'hôpital, qu'il a visité.

Le maire de Compiegne a prononcé le discours suivant :

« Monsieur le maréchal,
« La ville de Compiegne est heureuse et fière de vous recevoir.

« Votre présence au concours régional est un honneur dont nous gardons le souvenir. Elle est en même temps un éclatant témoignage de l'intérêt que vous portez aux travaux de l'Agriculture et de l'Industrie.

« En vous souhaitant la bienvenue, monsieur le maréchal, je suis certain d'exprimer fidèlement les sentiments de populations laborieuses, dévouées à la cause de l'ordre et désireuses de marcher pacifiquement dans les voies du progrès et de la civilisation. »

Le maréchal a répondu :

« Je suis heureux de pouvoir témoigner une fois de plus du vif intérêt que je porte aux progrès de l'Agriculture et de l'Industrie, mais je tiens en même temps à saisir cette occasion pour dire à tous, et spécialement à ceux qui travaillent, que l'acte politique que je viens d'accomplir doit les rassurer et les tranquilliser.

« Il n'a d'autre but que de rendre à mon gouvernement la force dont il a besoin pour assurer la stabilité intérieure et la paix au dehors. Vous pouvez compter désormais sur ces bienfaits. La France ne se mêlera à aucune complication extérieure ; personne, en Europe, ne doute de ma parole et j'en reçois chaque jour l'assurance. »

Un grand nombre de maires et de conseillers municipaux de l'Oise sont venus à Compiegne présenter leurs hommages au président.

UNE LETTRE DE M. JULES FAVRE.

On communique au *Journal des Débats* une lettre que M. Jules Favre, sénateur, adresse à un de ses amis :

Mon cher ami,

Puisque le premier acte du nouveau cabinet a été d'imposer silence aux deux Assemblées et d'étouffer ainsi des explications devant lesquelles, au Sénat aussi bien qu'à la Chambre des députés, il serait inévitablement et immédiatement tombé, il est permis à ceux qu'il a ainsi baillonnés d'examiner, la plume à la main et dans le calme de la réflexion, les causes et les conséquences probables d'événements à la fois si imprévus et si dommageables.

Comte Alexis et que j'étais venue pour le voir, évidemment ! Mais c'est ce qu'il m'était impossible de m'avouer en ce moment-là. Qu'étais-je en effet ce palais sans son hôte ! Que m'importaient les coffrets et les cassolles sans les yeux noirs et les dents blanches du comte Alexis ! C'était sa voix, c'était son regard qui me donnaient les frissons délicieux auxquels je m'abandonnais sans vouloir en comprendre le péril. C'était cela que j'étais venue chercher, et non la satisfaction d'une curiosité vulgaire qui pouvait aussi bien se contenter dans un musée ou chez un marchand de raretés !

— Eh bien, oui, me dis-je enfin, après avoir un peu tergiversé, je resterai. Après tout, je suis jeune, libre, je ne fais tort qu'à moi-même, et s'il me plaît une fois de vivre pour moi au lieu de vivre pour le monde, je suis maîtresse d'agir à ma guise !

Je me levai d'un air décidé et je fis deux ou trois fois le tour du cabinet en marchandant la tapisserie, mon petit garçon s'endormait d'ordinaire sans plus de difficultés. Mais ce jour-là, je n'avais pas embrassé bébé ; que lui aurais-je dit ? J'avais annoncé à mes gens que j'allais aux vèpres du soir à pied à l'église voisine, — les gens, cela n'a pas d'importance et d'ailleurs, si on leur rendait compte de toutes ses actions !... Mais à mon fils, c'était autre chose. Sans me l'expliquer, je sentais qu'il me serait pénible de mentir à cet enfant, de lui entendre répéter la phrase qu'il me disait d'ordinaire quand j'allais à l'église : « Salue le bon Dieu de ma part. — Cette phrase, qu'il avait singée je ne sais pas d'où, était devenue une grande personne, faisait la joie de toute la nursery et bébé la répétait, pour faire rire les autres.

J'éprouvai un remords à la pensée de mon fils qui m'appelait sans doute à ce moment : pas de bonbon mis en réserve, pas de caresse pour le repos de la nuit... Était-il possible que ce comte Alexis avec ses yeux noirs m'eût fait oublier mon petit garçon ? Je constatai avec horreur qu'en effet depuis la veille je ne m'étais pas inquiétée de

Tous les bons citoyens, — et, grâce à Dieu, ils forment en France l'immense majorité, — doivent désirer que le problème redoutable inopinément posé reçoive une prompte et pacifique solution. Les termes en sont simples, et leur netteté se dégage des équivoques dont certains ambitieux s'efforcent de les entourer.

Le président de la République a pris le soin de déjouer l'avance cette tactique en formulant avec la plus grande clarté ses prétentions personnelles, seule cause de son brusque revirement. Dans une lettre à M. Jules Simon, comme dans son Message, il déclare qu'il se croit obligé à faire prévaloir sa politique propre, en ne tenant aucun compte de celle de la majorité du Parlement, s'il n'est pour constater qu'il est en désaccord avec elle, et que, ne pouvant lui céder, il choisit ses conseillers parmi les hommes d'Etat qui la combattent ouvertement et qui sont disposés à en appeler à la dissolution.

Telle est l'idée très attendue que le président de la République a conçue de son devoir et de son droit : telle est l'interprétation qu'il entend donner à la Constitution, interprétation qu'il est permis de regarder comme aussi contraire au texte qu'à l'esprit de cette loi fondamentale dont le président se reconnaît le ministre et le gardien respectueux.

« Si je ne suis pas responsable comme vous devant le Parlement, écrit-il à M. Jules Simon, j'ai une responsabilité devant la France dont aujourd'hui plus que jamais je dois me préoccuper. »

Le Message n'est pas moins explicite : « Je suis convaincu, y est-il, que le pays pense comme moi. S'il était interrogé de nouveau et de manière à prévenir tout malentendu, il le repousserait, j'en suis sûr, cette confusion. »

Je ne cherche point ce que répondrait le pays. Beaucoup pensent — et je suis de ce nombre — qu'il renverrait une Chambre plus énergique et plus compacte. Je veux tout d'abord démontrer combien est inadmissible la théorie élevée par M. le président de la République à la hauteur d'un axiome, combien elle est en contradiction absolue avec le principe de notre gouvernement, qui repose sur l'obéissance de tous à la souveraineté nationale, déléguée à des représentants librement élus.

A ces représentants seuls appartient le droit d'exprimer les volontés de France, et nul ne saurait, sans usurpation, se substituer ou sa soustraire à leur autorité. Le chef du pouvoir exécutif le peut moins que tout autre, car il est le premier serviteur de la loi, et la loi dans son sens général, s'entend de toute décision, de toute résolution politique émanée du Parlement. Le président de la République n'a donc pas plus le droit d'y opposer sa volonté propre, que le Parlement n'aurait celui de se saisir de la nomination des fonctionnaires et du commandement des armées. L'harmonie, l'ordre et la paix ne peuvent résulter que du respect réciproque des attributions des pouvoirs. Celui qui empiète sur l'autre crée, par là même, le despotisme et l'anarchie.

Ces vérités élémentaires sont l'évidence même, et la nation les considère avec raison comme les garanties de son salut à l'intérieur, aussi bien que vis-à-vis de l'étranger. Il lui importe qu'elles ne soient pas méconnées, et le devoir de tous, de ses mandataires particulièrement, est de les remettre en lumière et en pratique, de manière à ne plus souffrir l'erreur dangereuse qui aurait pu un instant les obscurcir.

Ainsi, quels que soient les incidents de la crise actuelle, le dernier mot doit appartenir au Parlement tel qu'il est constitué, si la dissolution est écartée, et à l'Assemblée sortie du libre suffrage de la nation, si celle-ci est appelée à de nouvelles élections. Le pouvoir exécutif, sous peine d'être factieux, devra proclamer solennellement qu'après avoir provoqué l'épreuve il est prêt à se soumettre sans réserves au jugement du pays.

Mais est-il utile, est-il prudent d'y recourir ? Y a-t-il un seul motif avouable de proposer une résolution qui nous jette dans une perturbation profonde et nous expose à des périls de toute nature ?

J'en cherche vainement un seul en dehors de l'antagonisme anticonstitutionnel soulevé entre le Parlement et le pouvoir exécutif.

Il est vrai que l'auteur du Message affirme que ni l'un ni l'autre des deux ministères qu'il a nommés n'a pu réunir à la Chambre des députés une majorité solide acquise à ses propres idées. Mais une pareille assertion, outre qu'elle me semble en contradiction absolue avec les faits, ne saurait avoir aucune portée. Un ministère qui est d'accord avec la majorité d'une Assemblée sur les points essentiels de la politique peut sans en être gêné, différer avec elle sur des détails secondaires. Une harmonie absolue est impossible et ne s'est jamais vue. La conciliation s'établit par des concessions mutuelles. C'est ce qui est arrivé, à la satisfaction de chacun, — satisfaction que, de son côté, le public témoignait suffisamment par son calme et sa confiance. Le reproche du Message n'a donc pas même le caractère spécieux d'un prétexte. Il est inexact et chimérique. Celui qui

l'accompagne est encore plus extraordinaire, s'il est possible.

On dit qu'après l'échec de ces deux expériences le président ne pourrait plus que « demander appui à une autre fraction du parti républicain, celle qui croit que la République ne peut s'affirmer sans avoir pour complément et pour conséquences la modification radicale de toutes nos institutions administratives, judiciaires, financières et militaires. »

L'auteur du Message ajoute que sa conscience et son patriotisme lui défendent de s'associer à ses idées. Il les considère comme funestes ; il ne veut ni en tenter l'application, ni en faciliter l'essai à ses successeurs.

Je me permets de répondre respectueusement que cette opinion est celle de la majorité de la Chambre des députés, qui rejette, sans hésiter, le programme prélué à quelques-uns de ses membres isolés. L'objection n'est donc qu'un complaisant fantôme imaginé pour donner le change à une situation parfaitement nette. Je doute fort qu'il existe des théoriciens assez hardis pour proposer le programme radical dont on s'effraie. Ce qui est certain, c'est que ce programme ne réunirait pas vingt voix. Mais, par contre, il serait téméraire de condamner à l'avance tout projet de réformes. Aucun des gouvernements précédents ne s'est refusé à réaliser celles qui leur ont paru sages et nécessaires ; aucun n'a décrété l'immobilité, et je ne sais pas qu'il puisse y avoir aucun danger à soumettre les idées nouvelles aux garanties protectrices des prudentes délibérations de nos Assemblées.

M. le président de la République l'a plus d'une fois reconnu, et, pour n'en citer qu'un exemple, touchant à l'un des sujets rappelés par lui comme l'un des plus inviolables, il a précisément présenté, sous la responsabilité de son éminent garde des sceaux, M. Dufaure, un projet de loi de réforme judiciaire ; et, ce qu'il y a de plus piquant, ce projet a été retiré par le dernier ministère, qui vient d'être frappé avec une rigueur si insolite.

Le second motif allégué est donc encore plus insoutenable que le premier, et personne ne comprendra que, pour ne pas choisir un ministère dans la minorité radicale, le président de la République l'ait demandé à une minorité ouvertement hostile aux institutions établies. Il est vrai qu'il s'empresse d'affirmer que ses conseillers sont, comme lui, résolus à les maintenir.

Mais emploient-ils pour cela le moyen le meilleur, alors que, certains d'être en minorité à la Chambre des députés, ne sachant point s'ils ne seront pas au Sénat, ils ajournent toute discussion à un mois et se préparent à demander l'autorisation de dissoudre la Chambre qui les renversera, et à jeter le pays dans les agitations de nouvelles élections ? Pour moi, j'ai la ferme espérance que cette autorisation leur sera refusée. Je n'ai qu'à examiner ici les opinions probables de mes honorables collègues, pas plus qu'à préciser les éventualités terribles qui peuvent être la conséquence de la politique d'aventure ou nous précipiterait la dissolution. Si la Constitution a donné au président de la République le droit, toujours périlleux, de recourir à ce remède extrême qui blesse profondément les susceptibilités légitimes du corps électoral tout entier, ce n'a été qu'en vue d'un conflit violent, irrémédiable entre les deux Assemblées.

Une telle atteinte portée à la paix publique, aux intérêts de tous, ne peut être excusée que par une nécessité absolue. Non-seulement cette nécessité n'existe pas, mais le devoir étroit de préserver la France de commotions, peut-être de révolutions nouvelles, apparaît avec un tel éclat, l'opinion de tous les hommes de bon sens et de patriotisme se révèle si énergiquement, que le Sénat glorieux point. Son vote sera la solution glorieuse de ce conflit.

Je dis glorieuse, car elle sera pacifique et légale. De son côté, le président de la République, en l'acceptant, sera heureux d'ajouter à ses nobles services celui de rendre désormais inébranlables les institutions qui depuis six années nous ont permis de supporter de bien douloureuses épreuves et d'entrevoir l'aurore de notre régénération et de notre grandeur.

Agréez, cher ami, etc.

Versailles, le 27 mai 1877.

ANGLETERRE.

On écrit de Londres, le 28 mai au *Journal des Temps* :

Il vient de se dérouler ici une intrigue diplomatique, qui n'est encore qu'imparfaitement connue dans ses détails, mais qui a excité le plus vif intérêt dans le monde politique. On ignore pas que le comte Baust, en dépit de la part qu'il a prise à l'établissement de l'alliance des trois empereurs, conserve au fond de son cœur les sentiments hostiles qu'il a toujours portés à l'hégémonie prussienne. Ce diplomate avisé a réussi à se faire une situation à part dans la cour

où il réside. Il affecte volontiers de tenir pour identiques les intérêts de l'Angleterre et de l'Autriche, non pas seulement en Orient où il est difficile en effet de ne pas reconnaître leur étroite solidarité, mais encore en Occident. Son rêve, qu'il laisse deviner sans peine, est d'établir entre les deux pays une alliance solide, et il ne perd pas une occasion d'affirmer que là et là seulement l'Europe trouverait la garantie de son repos.

Un journal à sa dévotion, et qui ne fait pas mystère de ses rapports avec l'ambassade austro-hongroise, l'*Eastern Budget*, s'applique depuis plusieurs mois à développer ces vues. Jusqu'ici le comte Baust s'était borné à exprimer ses idées dans ces effusions d'après-dîner que comportent les banquets anglais et où l'on pardonne beaucoup à des orateurs que des libations prolongées et l'atmosphère de bienveillance générale entraînent peut-être à dépasser un peu leur propre pensée. S'il en faut croire des renseignements que j'ai tout lieu de juger sérieux, l'ambassadeur austro-hongrois aurait été plus loin : persuadé que la déclaration d'indépendance de la Roumanie lui fournissait l'occasion si longtemps attendue, il aurait (à jeun cette fois, mais sans avoir reçu d'instructions de sa cour) entamé des pourparlers avec lord Derby, dans lesquels il n'aurait eu en vue rien de moins que de resserrer par des déclarations formelles les liens que des intérêts communs ont formés entre l'Angleterre et l'Autriche.

Il aurait parlé d'une action opportune, de la nécessité de ne pas laisser passer sans protestation les derniers actes de la Roumanie, enfin et surtout il aurait représenté que l'Allemagne, tenue par des engagements positifs à l'égard de la Russie, ne pouvait contribuer à la sécurité de l'Europe et qu'il était indispensable de rompre l'accord des trois empires septentrionaux et d'y substituer un groupement nouveau, mieux fait pour assurer la protection des intérêts généraux de l'équilibre européen dans le règlement des affaires d'Orient. Lord Derby aurait écouté avec le calme dont il ne se départ jamais, aurait acquiescé à quelques-unes des observations de son interlocuteur, et, pour le reste, se serait renfermé dans une impénétrable : nous verons. Sur ces entrefaites, le bruit de cette étrange entreprise serait parvenu aux oreilles d'une diplomatie qui n'ignore jamais longtemps ce qu'elle a intérêt à savoir ; elle aurait questionné Vienne, qui aurait professé le plus légitimement du monde la plus complète innocence ; elle aurait averti Londres de ne pas se prêter à de décevantes intrigues, et pour prouver péremptoirement qu'il n'était pas bas, dans l'intérêt de la paix, de rompre l'accord établi entre les trois cours du Nord et d'y substituer un groupement nouveau, c'est elle qui aurait suggéré cette mission limitée du comte Schouvaloff dont vous entreteniez ma dernière correspondance, et qui lui aurait frayé les voies à Saint-Petersbourg. Ce petit morceau d'histoire secrète m'a semblé valoir à peine qu'on le contât, et sans en garantir absolument l'authenticité, j'ai tout lieu d'y ajouter foi.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Londres, 31 mai, 5 h. 10 soir.

Quelques membres font des interpellations sans importance. M. Standford appelle l'attention sur l'omission dans « les livres bleus » sur les affaires de Turquie, de toute mention des conversations de lord Salisbury avec le duc Decazes et du même diplomate avec le prince de Bismarck. Il fait également appel à l'attention de la Chambre sur la conduite tenue dans la conférence de Constantinople, et il termine en demandant que des exemplaires desdites conversations soient distribués aux membres de la Chambre.

M. Bourke déclare qu'il ne suivra pas M. Standford partout où il lui a plu de faire porter son argumentation. Sans doute la politique future de l'Angleterre dans les affaires d'Orient devra dépendre entièrement des circonstances ; mais il n'y a pas de raison cependant de supposer que, soit la Russie, soit toute autre puissance, puissent s'imaginer que les conditions de la paix pourraient porter sur d'autres bases que celles auxquelles l'Europe en général donnerait son assentiment.

Lorsque la question de la paix viendra en discussion, ce sera indubitablement une question européenne, et les puissances de l'Europe auront à considérer qu'elles ont le

LE RENDEZ-VOUS

(SOUVENIRS D'UNE VIEILLE FEMME)

PAR

HENRI GRÉVILLE

— suite et fin —

Le lendemain soir, sous un prétexte excellent — excellent car j'avais mis quatorze heures à le chercher, je m'en allai fortivement à pied, — le comte Alexis demeurait dans la rue voisine — et j'arrivai sous la porte cochère de sa maison.

Cette porte cochère me parut bien extraordinaire. J'ai pu depuis me convaincre que rien ne distinguait celle-là des autres, mais figurez-vous que de ma vie je n'étais entrée sous une porte cochère ! Je ne le connaissais pas comme un endroit d'où sort communément la voiture ou la calèche avec ses chevaux, pour venir vous prendre à la porte de la rue. Ce détail vous donnera une idée de la femme que j'étais alors : veuve et mère, mais plus ignorante de la vie qu'un enfant de trois ans.

J'aperçus la porte en question ; je montai trois marches... personne ne me voyait, — la cour était déserte, par ordre sans doute ai-je pensé depuis, — j'enfonçai la clé dans

la serrure, non sans trembler un peu, et... j'entrai.

Une toute petite antichambre éclairée par une lanterne en verre de couleur, pleine de glaces dans des cadres sombres, m'offrit sa tiède hospitalité ; des fleurs partout, peu de lumière, pas un souffle... je prêtai l'oreille. Rien. Ce calme me rassura. Je laissai tomber ma pelisse et j'ouvris une porte...

Le comte Alexis n'avait pas menti : son cabinet était une merveille.

Le premier coup d'œil me donna l'impression d'une satisfaction entière, celle qu'on éprouve quand le sens du beau ne trouve rien à désirer. Le parfum doux et subtil qui se dégageait des tentures elles-mêmes charmait sans enivrer ; les lampes habilement disposées ne laissaient rien dans l'ombre, sans toutefois blesser l'œil, les points brillants et les points obscurs se faisaient un contraste irréprochable au point de vue de l'esthétique ; et que de belles choses ! C'était décidément un grand magicien que le comte Alexis !

Quand j'eus touché à tous les coffrets, ouvert tous les tiroirs, essayé tous les bijoux, je regardai une porte drapée de superbes tapis qui devait conduire aux appartements intérieurs... J'examinai la serrure — elle était fermée à clé extérieurement. J'y mis mon oreille sans honte ni vergogne et j'entendis ces mots, prononcés par la voix d'un domestique, probablement :

— Descends donc, le comte va arriver avant dix minutes.

Quelqu'un passa sur le point du pied, et le silence se rétablit.

Je me retirai doucement jusqu'à un divan bas, placé à l'autre extrémité de la pièce, et je m'assis pour réfléchir.

Puisque le comte va arriver, pourquoi ne l'en vas-tu pas ? me demandait la portion raisonnable de mon intelligence.

Pourquoi ? l'autre portion eût été bien embarrassée de répondre, — au moins de répondre quelque chose de convenable. Pourquoi en effet, sinon parce que j'avais

le comte Alexis et que j'étais venue pour le voir, évidemment ! Mais c'est ce qu'il m'était impossible de m'avouer en ce moment-là.

Qu'étais-je en effet ce palais sans son hôte ! Que m'importaient les coffrets et les cassolles sans les yeux noirs et les dents blanches du comte Alexis ! C'était sa voix, c'était son regard qui me donnaient les frissons délicieux auxquels je m'abandonnais sans vouloir en comprendre le péril. C'était cela que j'étais venue chercher, et non la satisfaction d'une curiosité vulgaire qui pouvait aussi bien se contenter dans un musée ou chez un marchand de raretés !

— Eh bien, oui, me dis-je enfin, après avoir un peu tergiversé, je resterai. Après tout, je suis jeune, libre, je ne fais tort qu'à moi-même, et s'il me plaît une fois de vivre pour moi au lieu de vivre pour le monde, je suis maîtresse d'agir à ma guise !

Je me levai d'un air

droit de prendre part à ces délibérations pour garantir l'avenir.

Le ministre refuse de produire les dépêches relatives aux conversations dont on demande communication parce que le cabinet les considère comme ayant un caractère tellement confidentiel, qu'il encaisserait un blâme énergique s'il les rendait publiques; néanmoins, ce serait une erreur profonde de croire qu'elles soient la question de savoir si, en ce qui concerne la question de la Russie, le ministre anglais déclare qu'il n'y a pas eu de la part de la Russie de communication que le gouvernement anglais ait repoussée.

Après quelques observations de lord Elcho, M. Sandford retire sa motion.

Lord Elcho, à propos de la réponse de M. Bourke, soutient énergiquement que le gouvernement devrait être toujours prêt, même d'avance, à faire tous les préparatifs nécessaires pour toutes les éventualités qui peuvent se présenter dans la guerre actuelle. Il espère que la Chambre recevra à cet égard des assurances de nature à la satisfaire.

M. Balfour parle dans le même sens.

M. Hardy, ministre de la guerre, commence par dire qu'il aurait mieux valu ne pas soulever ce débat; mais, ajoute-t-il, puisqu'il a été soulevé, il ne peut que déclarer qu'il garde la responsabilité que sa position de ministre lui impose. Son devoir est d'être prêt à tout événement, et tout en maintenant l'armée sur le pied de paix, il n'oublie pas les complications qui pourraient survenir; mais il espère qu'il ne se produira pas de nature à changer la situation du pays.

La Chambre se forme en comité.

AUTRICHE-HONGRIE.

Le *Messenger de Vienne* insiste auprès du gouvernement austro-hongrois pour qu'il prenne une attitude résolue dans la question d'Orient.

Voici l'article de ce journal :

Vienne, 30 mai 1877.

La guerre d'Orient a débuté par une période diplomatique fort intéressante. Pendant que Russes et Turcs prennent position en Europe et en Asie, les autres puissances se livrent à d'actifs pourparlers; chacune s'efforce d'assurer de son mieux son propre intérêt. Cette première période est sur le point de se clore; le Czar va arriver à Pioutski, pour donner le signal des opérations militaires. En ce moment critique, on se demande quelle est la politique de l'Autriche-Hongrie, quelles sont les résolutions du gouvernement. Si nous sommes bien informés, le comte Andrassy serait décidé à attendre, pour agir, que la Russie, ayant terminé la guerre, formulât, affirmant, ses prétentions. Alors il entrerait en scène pour sauvegarder les intérêts de l'Autriche. C'est de la politique négative au premier chef. Or, n'est-il pas étonnant qu'une puissance, comptant 17 millions de Slaves, trois millions de Roumains, prétende assister passivement aux faits et gestes de la Russie, alors que cette dernière se proclame la grande libératrice des Slaves, et que, comme début, elle met la main sur la Roumanie?

On prétend que plus l'Autriche attendra, plus son influence sera grande contre la Russie affaiblie par la guerre. Ce raisonnement, nous le connaissons; ainsi pensait Napoléon III en 1866, quand il poussait la Russie à attaquer l'Autriche, se réservant à lui-même le rôle de médiateur final. Après Sadova, M. de Bismarck pria poliment Napoléon III de ne pas se mêler d'affaires, qui ne le concernaient pas. De même, quand la Russie occupera la Bulgarie après la Roumanie, quand elle possèdera les places fortes et les points stratégiques, comme l'Autriche sera bien venue à la somme de déguerpier! La maison est à moi, répondra le Czar en termes diplomatiques; et je vous défends d'y entrer; tous les Slaves sont mes enfants; prenez garde à vos sujets de Croatie et de Bohême.

Maintenant, la question militaire ne fait que commencer; supposons que l'Autriche concentre en Transylvanie une armée d'observation; ce qui est une mesure élémentaire, pratiquée par tous les Etats limitrophes, quand une guerre éclate entre leurs voisins. Dès lors le gouvernement russe se trouve obligé de compter sérieusement avec Vienne; car ainsi il serait sous le coup d'une intervention efficace et des plus périlleuses pour ses mouvements stratégiques. Que les chances de la guerre soient douteuses, l'Autriche est en mesure de donner la victoire à celui des deux adversaires qu'il offre le plus de garanties. Que les Turcs soient écrasés, dans ce cas encore l'Autriche est en état d'arrêter les Russes, avant que le mal soit devenu sans remède.

Donc le bon sens indique que le gouvernement austro-hongrois a déjà trop longtemps attendu, qu'il devrait déjà avoir pris position.

Oui, sans doute, tout le monde le comprend; mais, comme on l'avoue tristement à Vienne, M. de Bismarck ne le permet pas; il interdit au comte Andrassy tout acte énergique, qui pourrait encourager l'Angleterre, et fonder une alliance occidentale, servant de contre-poids à l'alliance germano-russe.

Il est vrai que promesse formelle a été faite à l'Autriche de « ménager ses susceptibilités. » Or voyez comme cela commence.

La Serbie devait rester neutre; au su et au vu de tout le monde, des agents russes travaillent de leur mieux à lancer ce malheureux pays dans une nouvelle aventure.

Le chancelier de Berlin a solennellement garanti l'intégrité de l'empire austro-hongrois. Or tout le monde sait que les Italiens préparent en toute sécurité une expédition en Albanie, afin de proposer ultérieurement à l'Autriche d'échanger cette conquête faite aux dépens des Turcs, soit contre le Trentin, soit contre Trieste.

Enfin, une lettre du docteur Rieger, le chef du parti panslaviste en Bohême, vient à point pour démontrer aux hommes d'Elat autrichiens ce que vaut leur politique de réserve. Le docteur Rieger acclame la nation russe, comme si elle devait demain délivrer la Bohême du joug allemand. Le gouvernement s'est

ému; il a fait saisir à Prague les journaux qui publient la lettre du docteur Rieger; un procès suivra peut-être; quelles mesures vigoureuses! Un procès de presse, quand les Russes ont sur pied dix-huit corps d'armée et concentrent cent mille hommes sur le Danube. Ceux-ci s'empareront de la Bulgarie; mais un journal aura été condamné à cent florins d'amende; quelle magnifique compensation!

Soyons sérieux; il faut reconnaître que les difficultés ne sont pas médiocres pour l'Autriche; raison de plus pour montrer de la décision ou de l'habileté. Avec une politique expectante, le gouvernement laisse les éléments de la monarchie se désagréger de plus en plus sous l'influence allemande et sous l'influence russe. Ce qu'il faut, c'est que le comte Andrassy comprenne la nécessité pour l'Autriche de s'affirmer comme le soutien de toutes les nationalités libérales, qui ne veulent être absorbées ni par le panslavisme ni par le panslavisme. Les Hongrois ont le sentiment de cette nécessité; le mal c'est qu'ils se renferment dans un égoïsme trop exclusif; faut-il qu'une cruelle expérience leur démontre trop tard que la Galicie par exemple peut être, doit être le plus fidèle soutien du système autrichien; qu'à côté du groupe allemand et du groupe hongrois il doit y avoir un groupe slave, puissant, fortement organisé; que ce groupe, destiné à former barrière aux propagandes des comités de Moscou, a son centre naturel à Lemberg, qu'enfin par la guerre actuelle, la Pologne autrichienne doit obtenir les mêmes avantages que la Hongrie en 1866?

En présence des nouvelles annonçant des événements de nature éminemment politique à Constantinople la plupart des journaux autrichiens insistent pour que l'Autriche dessine nettement son attitude et prenne un parti quelconque. L'idée qui perce généralement dans les appréciations de ces feuilles c'est que, par suite d'événements imprévus, les intérêts de l'Autriche pourraient être sérieusement compromis.

La *Vorstadt Zeitung* dit: L'Autriche-Hongrie est peut-être la seule puissance qui identifie ses intérêts avec ceux de l'Europe, la seule dont l'intervention serait une garantie pour le règlement de complications en Orient. L'Autriche-Hongrie ne peut plus agir isolément, il est trop tard. Mais si l'Europe faisait de l'Autriche-Hongrie son mandataire, il n'y aurait plus rien à objecter. L'Autriche est la seule puissance qui jouisse de la confiance de tous, c'est pourquoi son intervention serait un gage de paix. Mais, nous le répétons, nous ne pouvons intervenir qu'à condition que l'Europe nous charge de cette mission, jadis nous ne pourrions le faire pour notre propre compte, à nos risques et périls.

La *Nouvelle Presse libre* et la *Morgenpost* demandent à être éclairés au sujet des tentatives de la politique autrichienne. En ce moment, chose fort regrettable, personne ne saurait dire au sujet quelle est la politique de l'Autriche, ne saurait dire si nous marcherons avec ou contre la Russie. L'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, la Russie, dit à ce propos la *Nouvelle Presse libre*, suivent toutes une tradition et ont adopté une politique nationale qui la remplace; à cet égard nous sommes parfaitement renseignés. Il n'y a qu'une chose que nous ne connaissons pas la politique de l'Autriche-Hongrie. Cette politique diffère de celle des autres Etats, elle n'est pas traditionnelle.

Le *Tagblatt* insiste, lui aussi, pour que l'Autriche prenne nettement position. Cette feuille estime que l'Autriche ne pourra garder longtemps sa neutralité, qu'elle sera obligée de prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants. Nous avons, dit-elle, à empêcher toute solution de la question d'Orient qui serait de nature à compromettre nos intérêts, mais c'est aussi notre devoir d'assurer à nos intérêts une protection durable et efficace, et de trouver à cet égard une garantie qui vaille mieux que celle du traité de Paris.

La *Gazette allemande* voit dans les Capitulations conclues par la Porte avec les puissances le principal obstacle à l'exécution de réformes sérieuses dans l'empire ottoman. Depuis quarante ans déjà, dit cette feuille, la Porte demande vainement une révision de ces Capitulations. Or, tant que celles-ci existent, il serait impossible de réformer l'administration politique, judiciaire et financière dans la péninsule des Balkans.

Le *Vaterland* loue la politique modérée et loyal de l'empereur de Russie qui contrecarre les projets de ceux « qui avaient espéré une conflagration générale dont ils auraient tiré parti. »

ITALIE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 23 mai.

Voici un compte-rendu assez étendu des discours prononcés à la Chambre italienne par MM. Melegari et Depretis :

M. Melegari, ministre des affaires étrangères. — Toutes les nations sont jalouses de leur indépendance et n'aiment pas que d'autres s'occupent de ce qui concerne leur gouvernement. Nous aussi nous trouverions inconvénient que d'autres Parlements s'occupent de nos affaires. Je reconnais néanmoins que les événements de Paris ont vivement ému l'Europe entière. L'impression a été grande, mais je crois qu'on l'exagère outre mesure.

Le président de la république et les nouveaux ministres, que nous connaissons presque tous personnellement, ont tous senti la nécessité de rassurer spécialement l'Italie. Nous avons reçu, sans les avoir demandées, des déclarations spontanément réitérées qui nous assurent que rien ne serait changé dans les rapports de la France avec l'Italie, notamment en ce qui a trait au sujet que nous avions lieu de redouter : la réaction cléricalle.

Je connais la France et je nourris pour elle les plus grandes sympathies parce qu'elle a versé tant de sang pour notre indépendance, et je ne pourrais jamais croire que le gouvernement français puisse se mettre sous la

telle d'un parti qui veut détruire notre unité. La France est la gardienne jalouse des idées modernes, qu'elle a fait triompher dans le monde entier.

Nous ne pouvons pas voir un danger dans la France; la France moderne voit dans l'Italie un élément de force. La France ne peut pas se retourner contre elle-même et détruire sa plus belle œuvre.

Nous n'avons donc pas à nous préoccuper le moins du monde des menées cléricales dirigées contre nous : elles ne prouvent que leur impuissance.

Nous le verrons aux élections générales qui auront lieu bientôt.

Le gouvernement italien a foi dans la liberté. M. Depretis, président du conseil. — Je demande la permission d'ajouter quelques mots. Le gouvernement italien n'est pas seulement tout à fait étranger à ce qui est arrivé récemment en France; cet événement nous a surpris à l'improviste. Tout d'abord il nous a fortement préoccupés. Il est regrettable que le débat, au lieu de se restreindre à quelques paroles, ait pris une certaine extension, car ces dialogues entre deux Parlements et deux gouvernements, d'un côté des Alpes à l'autre, sont dangereux. Nous n'avons pas le droit de nous livrer à cette discussion, parce que nous sommes prêts à le contester à d'autres à notre égard. (Marques d'assentiment.)

L'Italie a surmonté un grand nombre d'épreuves, grâce à la loyauté de son roi, au bon sens de la nation et à l'aide de Dieu. (Rumours.)

Les déclarations faites par le président de la république française sont rassurantes; les événements peuvent changer, il est vrai; la guerre fermente. Je ne nierai pas qu'il existe un réveil de la passion religieuse associée à la passion politique. Il y a une secte qui fait de la religion une arme de puissance temporelle. Cette secte, nous la connaissons. Elle est notre ennemie, et elle pourrait devenir puissante si elle s'installait un jour au gouvernement. Mais à ces périls nous opposons avant tout la loyauté de notre conduite, puis notre foi dans la liberté et dans les gouvernements civils. Nous aussi, nous avons une religion qui nous est commune avec beaucoup de croyants : c'est la civilisation. Et, le jour du péril, ces croyants seront tous nos alliés.

Un autre allié pour nous, c'est le peuple français. Les gouvernements passent, mais les peuples restent. Nous avons confiance dans la nation qui a donné à l'Europe l'évangile de la liberté, les principes de 1789.

Quel que soit le parti, soyez certains que l'accord du parti libéral le surmontera. Nos forces associées sont beaucoup plus considérables que celles du parti clérical.

Celui-ci fera tous ses efforts pour nous diviser, mais à ses efforts nous opposerons notre droit. Pas de *prétérphobie*, mais l'application de la loi; j'entends non pas seulement la loi faite, mais la loi à faire pour défendre les droits de l'Etat.

Je terminerai en répétant les paroles d'il y a un an : Pas d'appréhensions, mais pas d'illusion conciliatrice! Soyez assurés que nous tiendrons notre promesse. (Applaudissements sur la plupart des bancs.)

FAITS DIVERS.

LA SALAMANDRE GIGANTESQUE.

Dernièrement il a circulé dans les journaux de la Suisse allemande l'histoire d'une salamandre gigantesque (un mètre de long) qui devait avoir été trouvée à Baden (canton d'Argovie). Tout bien examiné, il s'est trouvé que la prétendue salamandre était un grand lézard empaillé du Sud de l'Amérique que le conservateur du cabinet d'histoire naturelle avait fait jeter dans le fossé des Capucins, vu son état de détérioration.

Le *Landbote* de Winterthur raconte maintenant une histoire qui peut servir de pendant à celle-là.

Dernièrement, vers 9 heures du soir, un agent de la police municipale remarqua à une lumière qui flambait dans une tour du vieux château dit *Stein*; le chef de la police, sur rapport, se mit à la tête de quatre hommes pour aller éclaircir ce mystère; aussitôt parmi les badauds se répandirent les bruits les plus étranges, de bandes de brigands ou de faux monnaieurs, de fantômes, etc., si bien que la foule suivit la force armée, grimpant, non sans anxiété, la colline qui surmonte la ruine.

« Qu'est-ce? » cria énergiquement le chef de la police à la foule suspecte.

La vieille tour n'ayant pas fait de réponse, ces quatre hommes, soutenus par quelques miliciens courageux, ouvrirent le feu sur la mystérieuse embuscade. Aucun gémissement de blessé n'y répondit, la lumière continuait à bruler. A la fin, un des policiers grimpant, bien armé, jusqu'à la tour, pénétra dans l'intérieur et y trouva ni brigands, ni faux monnaieurs, mais simplement une petite lampe au-dessus de laquelle était placée une boule de verre remplie d'eau.

On n'a pas encore trouvé le mystificateur, qui rit paisiblement dans sa barbe du tour qu'il a joué à ses concitoyens.

LA DAME AUX POIGNÉES DE MAINS.

Le *Sun* raconte qu'une dame de Washington, M^{me} Sarah Davis, âgée de quatre-vingt-cinq ans, et connue dans le pays sous le surnom de la *Dame aux poignées de mains*, parce qu'elle se pique d'avoir échangé une poignée de mains avec chacun des Présidents de l'Etat-Unis, depuis George Washington jusqu'au général Grant, est allée ces jours-ci à la Maison Blanche pour remplir cette formalité traditionnelle avec M. Hayes. Elle était accompagnée par le docteur Isaac Cole, du Maryland. Le nouveau Président de l'Union l'a reçue très cordialement, lui a tendu la main et lui a exprimé l'espoir qu'elle vivrait assez longtemps pour échanger encore des poignées de mains avec plusieurs de ses successeurs. Avant de se retirer, M^{me} Sarah Davis a tenu à raconter en détail à M. Hayes la cérémonie de la pose de la première pierre du Capitole par le général Washington, cérémonie à laquelle elle assistait et pendant laquelle elle eut l'honneur de donner sa première poignée de mains au « Père de la République. »

Sous ce titre : *Un homme attaché aux rails d'un chemin de fer*, le *Daily Courier Journal*, de Louisville (Kentucky), nous apporte le récit d'un crime atroce, commis à la fin de mars près d'Henryville, et dont un Français a été la victime. Ce dernier, nommé Auguste Gardner, se rendait à Louisville, en quête d'emploi, et, comme il avait peu d'argent, il avait jugé à propos de faire la route à pied.

Le soir, vers dix heures, alors qu'il cheminait le long de la voie ferrée, il fut accosté par trois individus qui lui demandèrent sa bourse. Il répondit qu'il était pauvre et que quelques dollars composaient tout son avoir. Mais cette réponse toucha médiocrement ses interlocuteurs, qui se précipitèrent sur lui et le dépouillèrent de ce qu'il possédait. C'est alors que commença une scène horrible : malgré ses prières, ces trois bandits l'attachèrent avec une corde aux rails du chemin de fer, puis ils s'éloignèrent.

Le malheureux savait qu'un train devait bientôt passer, et l'on comprend à quelles

angoisses il était en proie. La nuit était noire, il pleuvait à torrents, et ses cris ne pouvaient être entendus de personne. Enfin, après bien des efforts désespérés, il parvint à rompre une partie de ses liens, mais sans pouvoir dégager sa jambe gauche. Il était debout le long de la voie depuis une demi-heure lorsque le sifflet de la locomotive d'un train retentit à ses oreilles.

Tout ce que le désespoir peut donner de forces, tout ce que l'approche du danger peut susciter d'idées, le pauvre Gardner l'appela à son aide, mais en vain. Fermant alors les yeux, il se résigna à son sort. Il poussa bientôt un cri de douleur, la locomotive venait de l'atteindre et de lui broyer la jambe.

Quand tout le convoi eut passé, il se traîna à quelques pas et perdit connaissance. Au lever du jour des voyageurs le rencontrèrent et lui donnèrent des soins; il eut encore la force de raconter les détails de ce drame terrible; quelques instants après il rendit le dernier soupir. La municipalité d'Henryville a promis une récompense de 4,000 dollars pour l'arrestation des trois assassins. Les nommés Rob Thomas, Lewis et Clark, sur lesquels pèsent de graves soupçons, ont été arrêtés.

UN COLPORTEUR SANS PAREIL.

Le *Telegraph* de Sheffield raconte qu'un colporteur, nommé Jean Roseberry, s'est présenté au bureau de police de Doncaster pour faire signer son livret. Cet homme, qui est âgé de 108 ans, parcourait le pays en vendant de la bimbeloterie. Il a eu vingt-deux enfants, dont dix sept garçons. Sa femme, qui est morte en 1870, avait 99 ans, et un de ses fils, qui est mort dernièrement, était âgé de 88 ans.

Ce vieillard ne mange que très peu d'aliments solides; mais il prend tous les jours trois pintes de bière adoucie et chauffée, et de temps en temps, quand il le peut, une mesure de rhum dans laquelle il fait dissoudre une demi-livre de sucre, trouvant que le sucre est pour lui un grand fortifiant. Il paraît robuste et bien portant. Son livret signé, il est reparti avec sa pacotille pour continuer sa tournée.

On se rappelle Narcisse Pelletier; cet homme qui a passé dix-sept ans chez les sauvages et dont nous nous sommes déjà occupés, est employé au phare de Saint-Nazaire; il a repris ses habitudes françaises.

Il parle avec un certain plaisir de sa vie d'autrefois. Il conne à ses camarades, touchant ses aventures chez les sauvages, des histoires qui tentaient un autre Daniel de Foë.

Le morceau de bois qui lui traversait le nez a été retiré sans trop de difficulté, et la terrible blessure qu'il avait au ventre a été cicatrisée. Un Barmann américain a offert à Pelletier dix mille francs s'il consentait à venir faire une tournée de six mois avec lui; mais l'ex-sauvage a refusé, décidé qu'il est à ne plus traverser les mers.

— Le repos, je ne veux que le repos, dit-il à ceux qui l'entourent.

(Le *Siècle*.)

Nous lisons dans le catalogue d'une vente de lettres autographes d'hommes illustres, qui a eu lieu à Paris le samedi 26 mai (2 heures), ces lignes, qui ne manquent pas d'intérêt :

« Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, écrit à Napoléon (29 septembre 1808), au sujet de la contribution de guerre imposée à ce royaume que la Prusse épuisée est dans l'impossibilité de payer 140 millions en dix-huit mois. Il prie Napoléon de vouloir bien agréer les modifications que l'empereur de Russie, touché de l'état de la malheureuse monarchie prussienne, doit lui proposer. Il ajoute :

« Si vous consentez, sire, moi-même, ma famille entière, tous mes sujets, élèveront à Votre Majesté impériale des autels de gratitude au fond de leurs cœurs pénétrés... Non, sire, Votre Majesté impériale ne veut pas la ruine de la Prusse. Elle la souteut de déclarer... »

« Des autels de gratitude », disait le père; cinq milliards, a répondu le fils.

(Le *National*.)

LA TÉLÉGRAPHIE OPTIQUE.

Le *Times* nous apprend que des expériences de télégraphie optique ont parfaitement réussi entre Gibraltar et Ceuta, deux ports dont la distance est un peu inférieure à celle de Douvres à Calais. On a échangé trente-deux télégrammes optiques en moitié du temps que la manœuvre du morse aurait réclamé.

On va faire des expériences pour opérer pendant la nuit et en temps de brouillard. Si, comme on l'espère, les succès couronnent ces efforts, le câble électrique, qui est souvent dérangé par le courant du détroit, sera supprimé définitivement.

Il est bon de rappeler que des expériences de télégraphie optique inspirées par les mêmes principes furent exécutées par M. Leverrier pendant le siège de Paris, dans le midi de la France.

BOURSE.

COURS DES FONDS

GALATA, le 9 juin 1877.	
Ouv. du m...	P. 9 27
Hausse	9 72
Baisse	9 25
3 h. du soir	9 27
Clôt. du soir	9 26
Après Bourse	9 25
Actions Société Générale Cp. det. L.S.	2 30
de la Société de change et val.	1 25
de la Banque de Cons/ple...	2 30
du Crédit Général...	1 35
Tramways de Paris	20
Laurium Cp. det. L.S.	66
Crédit Hellénique	103
Obligations des Chemins de fer	24 1/4
(1863)	49
(1865)	49
(1869)	45 1/2
(1872)	46
(1873)	44

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)	
Livre anglaise	P. 109 36
Pièce de 20 francs	87 34
Impériale russe	83 10
Ducat (Crimée)	51 45
Médaille blanc (différence)	104 15
Bechlik	414 20
Métallique	116
En papier monnaie	180 25
Cuivre	180
Change sur Londres	410 40
do » Paris	22 90

MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.

Constantinople, le 7 et 8 juin 1877.

De Trieste autrichien *Progresso* cap. Petrovich marchandises et passagers agence Lloyd.

Varna autrichien *Danubio* cap. Zelinka marchandises et passagers.

DÉPARTS DES VAPEURS

Pour Salonique français *Saintonge* cap. Pelot marchandises et passagers agence Messageries Maritimes.

Pour Alexandrie autrichien *Apollon* cap. Mari-nig marchandises et passagers agence Lloyd.

Pour Varna autrichien *Danubio* cap. Zelinka marchandises et passagers agence Lloyd.

Pour Trieste autrichien *A. Imperiale* cap. Ter-gich marchandises et passagers agence Lloyd.

Pour Trebizonde autrichien *Iris* cap. Foretich marchandises et passagers agence Lloyd.

ARRIVÉES DES VOILIERS

De Samson hellène *Ecangelissria* cap. Jero-yannis mais pour Angleterre.

De Samson hellène *Samos* cap. Canellas lest pour Itaque.

De Samson hellène *Chio* cap. Grazios lest pour Itaque.

De Samson hellène *Calamos* cap. Sciots lest pour Itaque.

De Kustendjé italien *Mincis* cap. Marchessini mais pour Consple.

De Varna et Bourgas anglais *Jame* cap. Menzies es pour Consple.

De Costanza hellène *Ecangelissria* cap. Karyorgis orge pour Angleterre.

DÉPARTS DES VOILIERS

Pour Piré hellène *Paraskia* cap. Zannis lest.

Pour Schio hellène *Evangelistria* cap. Kokinos lest.

Pour Marseille hellène *A. Sacas* cap. Kapsulis lest.

Pour Dédé Agatch hellène *Theologos* cap. Scurlakis chargé pour Cette.

Pour Sira hellène *A. Ioannis* cap. Mousis lest.

NOLISSEMENTS PRATIQUÉS

Voilier italien de quarts 3200 de Smyrne pour New-York schel. pour chaque ton.

Directeur-Gérant N. BORDEAUX.

ANNONCES

PRÉFECTURE DE LA VILLE.

AVIS.

Les taxes à percevoir sur les endroits des Bazzars sont mises en adjudication pour un délai de neuf mois à partir du 1/13 juin 1877.

Les personnes qui voudraient concourir sont priées de s'adresser, accompagnés de leurs garants, à la Préfecture jusqu'au 31 mai (v. s.) jour de l'adjudication définitive.

Constantinople, le 6 juin 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Jeudi 2 juin (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 2,500,000 oques de riz de Gènes, nécessaire au dépôt des denrées militaires et déjà soumissionné à 3 1/8 piastres l'ocque.

La livraison de cette marchandise commencera 40 jours après la date du contrat et sera terminée dans un terme de dix mois par des lots mensuels de 250,000 oques.

Dans le cas où il sera constaté la non-arrivée des riz de Gènes à Constantinople, le fournisseur sera tenu à fournir du riz d'Egypte avec une augmentation de six paras par oque et conformément à l'échantillon choisi par le Dairi-Choura.

Le paiement du montant de la présente fourniture sera fait en deux termes de 31 jours d'intervalle à dater de chaque reçu et en médijidi d'argent au prix de 20 piastres ou en *caimé* avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dairi Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 7 juin 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Lundi 30 mai (v. s.) aura l'adjudication définitive des articles suivants : 2,225,000 pices de ruban rouge de laine déjà soumissionné à 10 paras le pic.

1,500,000 pices de cordonnet rouge de laine, également soumissionné à 7 paras le pic.

La livraison de ces articles commencera 61 jours après la date du contrat et sera terminée dans le terme de quatre mois. Le paiement en sera fait à la présentation du reçu, au comptant en médijidi d'argent au prix de 20 piastres ou en *caimé* avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dairi Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 7 juin 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Jeudi 2 juin (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 15,000 kantars de biscuits déjà soumissionné à 139 piastres le kantar.

La livraison de cet article commencera quinze jours après la date du contrat et il en sera livré 3,750 kantars par mois. Le nolis et tous les frais de transport et d'assurance de cette fourniture jusqu'à l'échelle de Varna seront à la charge du fournisseur.

L'inspection et la livraison des soudits biscuits seront faites chez le fournisseur à Constantinople et les frais de douane seront à la charge du fournisseur. Le montant de chaque *surette* qui sera délivré au fournisseur par le trésor sus-énoncé d'après le reçu qu'il aura reçu pour chaque quantité de biscuits chargée sur le steamer, sera payé au comptant par le ministère impérial des finances en médijidi d'argent au prix de 20 piastres ou en *caimé* avec l'agio du jour.

MM. les négociants qui voudraient prendre part à cette adjudication sont invités à se présenter au Dairi-Choura le jour sus-indiqué et ceux qui désireraient prendre connaissance du cahier des charges de cette fourn

